

SYNTHESE GENERALE

SOUS-séquence 1 : La croissance économique

1. DEFINITIONS

La **croissance économique** désigne la variation positive de la production de [biens](#) et de [services](#) dans une [économie](#) sur une période donnée, généralement une période longue.

La croissance est un processus fondamental des économies contemporaines, reposant sur le développement des [facteurs de production](#), lié notamment à la [révolution industrielle](#), à l'accès à de nouvelles ressources minérales (mines profondes) et énergétiques (charbon, pétrole, gaz, énergie nucléaire...) ainsi qu'au progrès technique.

Les économistes utilisent le terme de croissance conventionnellement pour décrire une augmentation de la production sur **le long terme**. Selon la définition de [François Perroux](#), la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global net en termes réels. ». La définition de [Simon Kuznets](#) va au-delà et affirme qu'il y a croissance lorsque la croissance du [PIB](#) est supérieure à la croissance de la population.

À court terme, les économistes utilisent plutôt le terme d'« [expansion](#) », qui s'oppose à « [récession](#) », et qui indique une phase de croissance dans un [cycle économique](#). La [croissance potentielle](#) estime l'écart entre la croissance mesurée et celle qui serait obtenue avec une pleine utilisation de tous les [facteurs de production](#) ; cet écart est minimal au plus fort d'une expansion.

Au sens strict, la croissance décrit un processus d'accroissement de la seule production économique. Elle ne renvoie donc pas directement à l'ensemble des mutations économiques et sociales propres à une économie en développement. Ces transformations au sens large sont, conventionnellement, désignées par le terme de [développement économique](#).

2. MESURES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

La croissance économique est généralement mesurée par l'utilisation d'indicateurs économiques dont le plus courant est le [produit intérieur brut](#) (PIB). Il offre une certaine mesure quantitative du *volume* de la production. Afin d'effectuer des comparaisons internationales, on utilise également la [parité de pouvoir d'achat](#), qui permet d'exprimer le [pouvoir d'achat](#) dans une monnaie de référence. Pour comparer la situation d'un pays à des époques différentes on peut également raisonner à [monnaie constante](#).

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques :

- Il ne mesure que partiellement l'économie informelle. Une part importante des transactions, non déclarée, était perdue pour les statistiques comme le fisc. Mais en 2014, plusieurs pays (l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Belgique) ont décidé en 2014

d'intégrer dans leur PIB des estimations de l'économie souterraine (drogue, prostitution, trafics divers) en application des nouvelles normes comptables européennes publiées par Eurostat ; les États-Unis l'avaient déjà fait en 2013 ; la comptabilité nationale française, qui effectuait déjà des redressements pour prendre en compte les activités dissimulées (travail au noir, contrebande), a décidé d'intégrer des estimations du trafic de drogue, mais pas de la prostitution clandestine⁵.

- Il ne mesure que de façon imparfaite les productions qui ne sont pas commercialisées : ainsi, la production des administrations est supposée égale aux salaires des fonctionnaires ; une évaluation des productions agricoles auto-consommées est intégrée. Même s'il prend en compte la production des activités non marchandes, il ne mesure pas l'activité de [production domestique](#) (ménage, cuisine, bricolage, éducation des enfants, etc.).
- Il ne mesure que les apports de valeur ajoutée dans l'immédiat (sur une année). Les effets de long terme, notamment dans des services tels que l'Éducation ou la Santé, ne sont pas ou mal comptabilisés à travers leur impact sur la production.
- Le PIB ne mesure que la valeur ajoutée produite par les agents économiques résidents. Il ne prend donc pas en compte les transferts de ressources internationaux, alors que ces derniers représentent souvent une part importante de leur richesse nationale. Il est possible d'utiliser un outil plus pertinent tel que le [Revenu national brut](#).
- Enfin, il ne prend en compte que les valeurs ajoutées, et non la richesse possédée, par un pays, sans distinguer les effets positifs ou négatifs sur le bien-être collectif.

Cette contradiction apparente provient probablement du fait que le PIB ne mesure pas réellement le développement, le progrès en lui-même ; il ne mesure pas non plus l'activité économique, pourvoyeuse d'emploi, car l'activité peut fort bien croître sans augmentation de valeur ajoutée, si l'on remplace du capital ou des matières premières par du travail. La croissance ne mesure en fait que l'augmentation de la consommation de facteurs de production : travail, capital et ressources naturelles (matières premières, potentiel productif des terres agricoles, etc). La société peut progresser sans croissance, en modifiant la répartition des facteurs.

Dans son acception classique, le développement économique ne se résume pas à la seule croissance économique et des indicateurs ont été proposés pour mesurer plus finement celui-ci, comme l'[indice de développement humain](#).

3. Déterminants de la croissance économique

On peut distinguer plusieurs types de déterminants à la croissance: richesses naturelles, environnement extérieur, population, [innovation](#) (concept qui ne concerne pas seulement le progrès technique), investissement, connaissance, cohérence du développement.

4. Conséquences négatives de la croissance

4.1. Conséquences sur l'environnement

.La production économique engendre dans certains cas des perturbations dans les équilibres écologiques, du fait de la [surexploitation](#) des ressources naturelles : émissions de [gaz à effet de](#)

[serre](#) (énergies fossiles), [surpompage](#) (eau), [surlabourage](#) (terres arables), [surpâturage](#) (ressources végétales), [surpêche](#) (ressources halieutiques). Augmenter la production de biens matériels ou le transport (pour répondre à l'[accroissement démographique](#) par exemple) peut aggraver ces perturbations. Ces effets sont particulièrement visibles depuis les années 2000 dans la [plaine du Nord de la Chine](#) par exemple, qui manque cruellement d'eau par suite d'une activité économique en très forte croissance depuis les années 1980.

Le [réchauffement climatique](#) amène l'ensemble des économies du monde à prendre en compte leurs émissions de gaz à effet de serre et à rechercher au maximum une « croissance propre ». La [communauté internationale](#) envisage la mise en place de contraintes collectives, comme le [protocole de Kyoto](#).

Certaines études montrent les conséquences de la croissance économique mesurée par le [produit intérieur brut](#) sur l'évolution du [capital naturel](#) :

4.2. Bouleversement induits

Les critiques de la croissance insistent enfin sur les déséquilibres qui peuvent naître de la croissance : bouleversements sociologiques, politiques et écologiques.

Ainsi, les exodes ruraux ou les nouveaux moyens de transport ont entraîné un [exode rural](#) et des transformations urbanistiques majeures, qui changent durablement les rapports sociaux. De plus, certains critiques considèrent que la croissance profite surtout à une minorité qui bénéficie de cette augmentation de [productivité](#), alors que la majorité subit ces transformations de façon souvent traumatique (car les impacts sur l'environnement socio-familial peuvent être dramatiques dans certains cas), et ne retire aucun bénéfice ni en [niveau de vie](#), encore moins en [qualité de vie](#), de la croissance économique.

5. Arguments en faveur de la croissance économique

Pour ses partisans, la croissance économique permet la diminution des [inégalités de revenu](#) des individus à l'échelle supranationale. Quand c'est le cas, des enquêtes d'opinion sur la [qualité de vie](#) montrent que celle-ci augmente de concert avec le [revenu par habitant](#), du moins jusqu'à un seuil de 15 000 \$ par an.

La diminution rapide de la pauvreté dans le monde dans la seconde moitié du XX^e siècle est établie. Elle est largement due à la croissance économique, selon la [Banque mondiale](#). C'est dans les régions où la croissance a été la plus faible, en particulier en [Afrique subsaharienne](#), que la pauvreté a le moins diminué et qu'elle risque d'augmenter à l'avenir.

Toutes les prédictions de bornes absolues au développement depuis [Malthus](#) se sont révélées fausses, en raison de la capacité de l'homme à trouver de nouveaux usages aux ressources : le travail humain a été remplacé par le travail animal, puis mécanique, avec le développement progressif d'énergies nouvelles : bois, charbon, électricité, pétrole. Ainsi, l'économiste Julian Simon affirme dans *The Improving State of the World* que les conditions matérielles de l'humanité s'améliorent rapidement.

SYNTHESE GENERALE

SOUS-SEQUENCE 2 : Le développement Economique

1. DEFINITIONS

Le **développement économique et social** fait référence à l'ensemble des mutations positives (techniques, [démographiques](#), [sociales](#), sanitaires...) que peut connaître une zone [géographique](#) ([monde](#), [continent](#), [pays](#), région...).

Le développement économique est l'amélioration des conditions et de la qualité de vie des citoyens.

Il ne doit pas être confondu avec la [croissance économique](#). Celle-ci est habituellement nécessaire ou consécutive au développement mais elle n'en est qu'un aspect. Il existe même des zones en croissance par simple inertie de tendance ou sous l'effet de dopants artificiels de types dits [keynésiens](#), sans pour autant connaître les transformations de structure et la « [destruction créatrice](#) » propres au développement, qui assurent sa pérennité. Cela peut conduire à un épuisement des ressorts de la croissance. On peut alors retrouver le phénomène de [cycle de vie](#) (de l'émergence à l'expansion puis au plafonnement et enfin au déclin) étudié en marketing.

Le développement économique nécessitant notamment de la création de richesses, on associe développement économique et « [progrès](#) », puisqu'il entraîne, généralement, une progression du [niveau de vie](#) des habitants. On parle alors d'amélioration du [bien-être](#) social (au sens économique). La volonté de concilier simple développement économique et progrès ou amélioration du bien-être a mené à forger, à côté des [indicateurs de développement](#) traditionnels ([PNB](#), [PIB](#)), d'autres [indicateurs](#), tels que l'[indice de développement humain](#) (IDH), qui prend en compte la [santé](#), l'[éducation](#), le respect des [droits de l'homme](#) (dont font partie, depuis 1966, les droits économiques et sociaux¹), etc. Les paramètres économiques et sociaux pour la mesure du développement sont indiqués dans l'article « [Pays en développement](#) ». La différence entre croissance économique et développement social est mal perçue dans le grand public. Le bien-être social doit être distingué de la production économique. Le bien-être est pluridimensionnel. D'autres composants existent à côté du bien-être matériel.

2. Indicateurs du développement

Les **indicateurs du développement** permettent de mesurer le développement. Ce dernier étant un phénomène complexe et multidimensionnel, sa mesure quantitative à travers des indicateurs est difficile. Plusieurs générations d'indicateurs, de plus en plus riches, se sont donc succédé :

Le **niveau de vie** mesuré par le [produit par habitant \(PIB/tête\)](#) est le plus connu. La [Banque mondiale](#) dresse une typologie des pays à partir de cet indicateur (pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire, pays à revenu élevé). Cela permet de montrer les fortes disparités existantes entre les pays. Mais le revenu par habitant souffre de nombreuses limites.

Au cours des années 1990 des **indicateurs synthétiques** ont vu le jour. Le [PNUD](#) publie l'[indicateur de développement humain](#) (IDH) dans son rapport sur le développement humain. L'IDH prend en compte le caractère multidimensionnel du développement. L'inégalité n'est pas prise en compte dans cet indice. L'[indicateur de pauvreté humaine](#) (IPH) permet de prendre en compte les inégalités en matière de besoins fondamentaux. Le [PNUD](#) publie d'autres indicateurs : IDH corrigé des inégalités sexuelles (indicateur sexo-spécifique du développement humain ISDH), indicateur de participation des femmes...

Plus récemment, l'ONU a amélioré la mesure du développement en créant une batterie de **nouveaux indicateurs de développement**, dans le cadre des « Objectifs du millénaire pour le développement » (OMD). Les Objectifs du Millénaire pour le développement, à atteindre d'ici à 2015, sont les suivants : Réduire de moitié l'extrême pauvreté et la faim ; Réduire de trois quarts la mortalité maternelle ; Assurer l'éducation primaire pour tous ; Combattre les maladies, en particulier le VIH/sida et le paludisme ; Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; Assurer un environnement durable ; Réduire de deux tiers la mortalité des enfants de moins de 5 ans ; Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Dans l'édition 2016 de ses [indicateurs de développement](#), la [Banque mondiale](#) a pour la première fois renoncé à distinguer les «pays en développement» des «pays développés». Une catégorisation devenue obsolète selon l'institution.

3. Indice de développement humain

L'**indice de développement humain (IDH)** est un indice statistique composite pour évaluer le taux de [développement humain](#) des pays du monde. L'IDH se fondait alors sur trois critères : le [PIB par habitant](#), l'[espérance de vie à la naissance](#) et le niveau d'[éducation](#) des enfants de 17 ans et plus.

Le concept du développement humain est plus large que ce qu'en décrit l'IDH qui n'en est qu'un indicateur, créé par le [PNUD](#) pour évaluer ce qui n'était mesuré auparavant qu'avec imprécision. L'indicateur précédemment utilisé, le [PIB par habitant](#), ne donne pas d'information sur le [bien-être](#) individuel ou collectif, mais n'évalue que la production économique. Il présente des écarts qui peuvent être très importants avec l'IDH^[1]. L'indice a été développé en 1990 par l'économiste indien [Amartya Sen](#) et l'économiste [pakistanaïs Mahbub ul Haq](#)^[2]. Pour Sen comme pour le PNUD, le développement est plutôt, en dernière analyse, un processus d'élargissement du choix des gens qu'une simple augmentation du revenu national. Notons enfin qu'il existe un indice dérivé de l'IDH, le GDI ([Gender-related Development Index](#)), qui prend en compte les disparités liées au genre, soit les différences de situation de vie entre les hommes et les femmes d'un pays considéré.

4. Principes de l'IDH

L'IDH est un *indice composite*, sans dimension, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent). **Il est calculé par la moyenne de trois indices quantifiant respectivement:**

- la **santé / longévité** (mesurées par l'[espérance de vie](#) à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels essentiels tels que l'accès à une [alimentation](#) saine, à l'[eau potable](#), à un [logement](#) décent, à une bonne [hygiène](#) et aux [soins médicaux](#). En 2002, la Division de la population des Nations unies a pris en compte dans son estimation les impacts démographiques de l'épidémie du [sida](#) pour 53 pays, contre 45 en 2000 ;
- le **savoir** ou **niveau d'éducation**. Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Il traduit la satisfaction des besoins immatériels tels que la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;
- le **niveau de vie** ([logarithme](#) du revenu brut par habitant en [parité de pouvoir d'achat](#)), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

La composition et la méthodologie pour établir cet indice sont susceptibles d'être revues tous les ans, et donnent lieu à l'établissement d'une note permettant de comprendre ces variations. Ainsi, le premier indice tenait compte du niveau d'alphabétisation. D'autre part, la composante du niveau de vie était initialement représentée par le PIB par habitant. Cette composante a évolué au fil du temps, pour devenir le revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat, et était plafonné à 40 000 euros. Ce plafond, dépassé par 13 pays en 2007, a été supprimé.

5. Calculs de L'IDH

Formule de 2005

Entre 2005 et 2010, la formule suivante était utilisée : $A+D+E/3$

Où **A**, **D** et **E** étaient respectivement les indices de longévité, niveau d'éducation et niveau de vie.

Le calcul de chaque indice est donné dans le tableau ci-dessous :

Calcul des indices composant l'indice de développement humain (jusqu'en 2011)				
Indice	Mesure	Valeur minimale	Valeur maximale	Formule
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	25 ans	85 ans	
Éducation	Taux d'alphabétisation (TA)	0 %	100 %	
	Taux brut de scolarisation (TBS)	0 %	100 %	
Niveau de vie	Logarithme décimal du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat	100 USD	40 000 USD	

Evaluation formative : calcul de l'IDH

